CAPZA

Rapport de durabilité

(article 29-LEC, règlements Taxonomie et SFDR)

Table des matières

CAPZA, construire un monde durable avec les PME et les ETI 3

I. INFORMATIONS ISSUES DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT 6

A) Démarche générale de l'entité sur la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance 6

B) Moyens internes déployés par l'entité 14

C) Prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance au niveau de la gouvernance de l'entité 19

D) Stratégie d'engagement et auprès des émetteurs ou vis-à-vis des sociétés de gestion ainsi que sur sa mise en œuvre 21

E) Taxonomie européenne et combustibles fossiles 23

F) Stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux des articles 2 et 4 de l'Accord de Paris relatifs à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et, le cas échéant, pour les produits financiers dont les investissements sous-jacents sont entièrement réalisés sur le territoire français, la stratégie nationale bas-carbone mentionnée à l'article L. 222-1 B du code de l'environnement 24

G) Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité 26

H) Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques, notamment les risques physiques, de transition et de responsabilité liés au changement climatique et à la biodiversité 33

I) Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et 9 du Règlement Disclosure (SFDR) 36

II. INFORMATIONS ISSUES DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 4 DU RÈGLEMENT (UE) 2019/2088 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL DU 27 NOVEMBRE 2019 37

J) Résumé des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité 37

K) Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité et comparaison historique 38

L) Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité 38

M) Politique d'engagement 38

N) Références aux normes internationales 39

CAPZA, construire un monde durable avec les PME et les ETI

Le développement durable est une préoccupation majeure de CAPZA depuis de nombreuses années. Nous avons commencé notre aventure ESG en signant les **PRI (United Nations Principles for Responsible Investment)**, il y a plus de 10 ans maintenant (en 2011). Nous figurions à l'époque parmi les premiers à nous engager publiquement à prendre en compte des critères extra-financiers dans l'analyse de nos investissements.

Depuis cette époque la matière ESG a beaucoup évolué.

La première évolution réside dans l'expertise nécessaire à la compréhension des enjeux, de sa mesure et des leviers de mise en œuvre d'une politique ESG. Alors que certaines sociétés de gestion ont décidé d'élargir le champ d'action de la direction de la communication ou commerciale à la RSE, nous avons au décidé au début de nous appuyer sur des experts externes afin de mettre en œuvre des process ambitieux. Dès 2016, nous avons mis en place une analyse annuelle de la maturité extrafinancière de nos participations avec l'aide de Sirsa.

Pour aller plus loin et développer une stratégie ambitieuse et proche des problématiques de nos 6 verticales d'investissement, nous avons décidé en 2021 de créer une **expertise interne à part entière en recrutant Aurore Gauffre** à sa tête et en la rattachant directement à la direction générale. Aurore Gauffre, fait également partie de notre **Comité Exécutif**, au même titre que les principales fonctions transversales.

La deuxième évolution réside dans l'appréhension des thématiques ESG. Hier, l'ESG consistait seulement à collecter de l'information. Des dizaines (parfois centaines) de questions étaient posées à nos participations et nous avions parfois du mal à analyser ces réponses et à créer de la valeur financière et extra financière en conséquence. Aujourd'hui le terme « ESG » s'est enrichi pour couvrir jusqu'à la recherche de « durabilité ». D'une vision concentrée sur les risques, nous sommes passés à la recherche de **création de valeur financière et d'impact**.

Aujourd'hui, les questions que nous nous posons en comité d'investissement ont évolué :

- Les sociétés dans lesquelles nous investissons sont-elles durables ?
- Un événement dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance peut-il avoir une incidence négative importante sur la valeur de notre investissement ?
- Quels sont les principales incidences négatives que notre investissement pourrait avoir sur les questions environnementales, sociales et de respect des droits de l'homme
- Quelles sont les opportunités que l'entreprise peut saisir ?

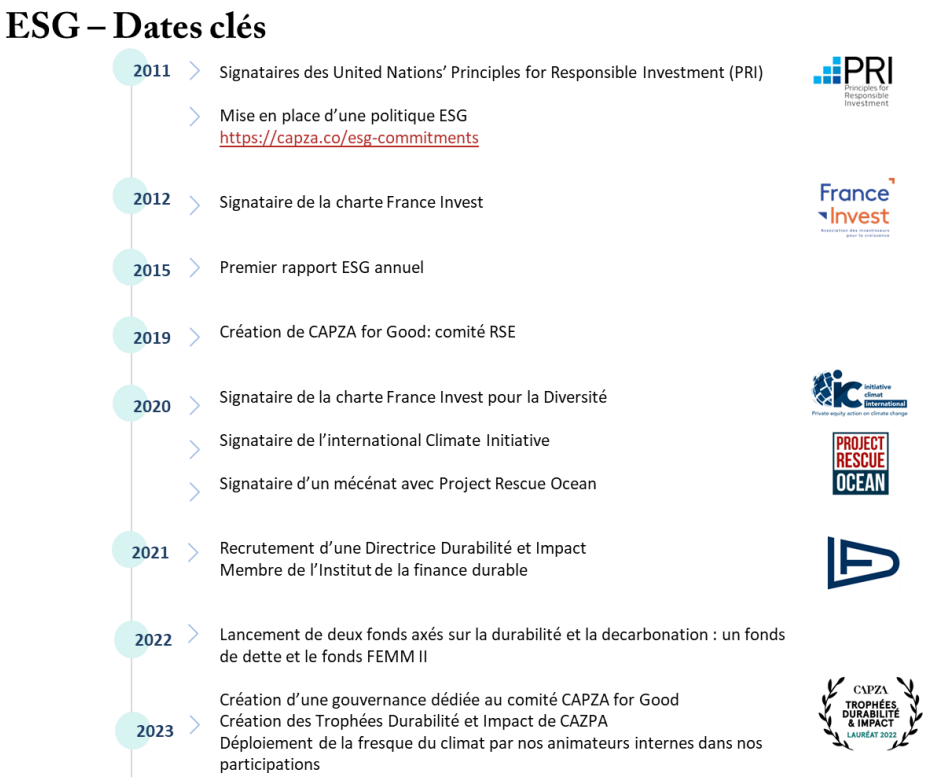


Figure 1 : CAPZA, un engagement ESG de longue date

Enfin, la troisième évolution de l'ESG est celle du cadre réglementaire, qui nous ont a conduits à nous concentrer sur **deux risques principaux** :

- Le risque lié aux **dérèglements climatiques** ;
- Le risque lié à la **perte de biodiversité**.

Nous sommes heureux que la réglementation requiert d'accélérer sur le sujet. Le présent rapport nous permet :

- D'exposer comment nous mesurons et **intégrons les risques ESG dans notre politique d'investissement** et la façon dont nous contribuons à créer des impacts positifs
- De **mettre en lumière nos engagements**, notamment nos objectifs en matière de **climat** et de **biodiversité**, qui, j'en suis sûr, seront encore renforcés dans les années à venir.

CAPZA s'engage également à ce que l'ensemble de ses nouveaux fonds soient **à minima classés Article 8** au sens du règlement **SFDR**. Nos fonds favorisent ainsi, entre autres, des **caractéristiques environnementales ou sociales**, ou une combinaison de ces caractéristiques, tout en s'assurant que les entreprises dans lesquelles les investissements seront réalisés ou auxquelles nous accorderons des financements appliquent les pratiques de **bonne gouvernance**

Les caractéristiques promues par nos fonds article 8 sont cohérents avec les trois priorités que nous nous sommes fixées pour guider notre stratégie ESG

UN SDG		TARGET : PORTFOLIO	TARGET : MANAGEMENT COMPANY
13 CLIMATE ACTION	CARBON NEUTRALITY BY 2050	▪ Alignment on a **1.5°** trajectory ▪ **70%** AuM in Equity on a net zero trajectory by 2030 ▪ **50%** AUM in Debt on a net zero trajectory by 2030 ▪ Providing climate training at portfolio company level	▪ **5% decarbonation per FTE** and per year (French perimeter for 2023, extend to all offices in 2024) ▪ Providing climate training (La fresque du climat) to employees
15 LIFE ON LAND	LIMITING BIODIVERSITY LOSS	▪ **Annual full biodiversity** analysis ▪ **100%** of companies with high impact implement water saving solutions by 2025 ▪ Developing and promoting CAPZA Responsible purchasing and water management policy	▪ **No plastic**
10 REDUCED INEQUALITIES	PROMOTING INCLUSION AND VALUE SHARING	▪ Within 2 years after investing (equity), at least **one independent member**, trying to **promote and increase board diversity.**	▪ 100% employee shareholders ▪ 50% women in Executive Commitee ▪ Target 2030 : 30% women partners and 40% women in investment teams

Nous avons mis en place des processus visant à la fois à transformer les entreprises, à montrer l'exemple et à engager notre écosystème à adopter des pratiques plus durables « l'approche 360 ». Nous sommes convaincus que les meilleures pratiques ESG sont un gage de performance de long terme pour nos participations et pour CAPZA. Cette approche se décline dans l'ensemble de nos stratégies décrites ci-dessous

PRIVATE DEBT	▪ Unitranche/ Senior secured, mezzanine ▪ Rôle cible :arrangeur ▪ Entreprises : EBITDA > 12M€ ▪ TRI Brut Cible [1][2] : ca. Euribor + 9% ▪ Levier >3,5x	**GROWTH TECH**	▪ Capital (principalement minoritaire) ▪ Rôle cible : investisseur principal ▪ Entreprises : tech, croissance à deux chiffres & rentable ▪ TRI Brut Cible [1] : 25% , 2,5x MoM
ARTEMID SENIOR LOANS[3]	▪ Dette senior, syndication ▪ Rôle cible : arrangeur ▪ Entreprises : EBITDA > 8M€ & levier < 3,5x ▪ TRI Brut Cible [1] : ca. Euribor + 4 - 4,5%	**FLEX EQUITY**	▪ Capital (majoritaire, minoritaire) et obligations ▪ Rôle cible : investisseur principal ▪ Entreprises : EBITDA généralement < 12M€ ▪ TRI Brut Cible [1] : 16 – 17%
TRANSITION[4]	▪ Capital (majoritaire ou minoritaire), mezzanine ou obligations senior ▪ Rôle cible : investisseur principal ▪ Entreprises : en phase de transition, EBITDA généralement > 2M€ ▪ TRI Brut Cible [1] : 16 – 17%	**FLEX EQUITY MID MARKET[5]**	▪ Capital (majoritaire et minoritaire) et obligations ▪ Rôle cible : investisseur principal ou co-investisseur principal ▪ Entreprises : EBITDA généralement > 20M€ ▪ TRI Brut Cible [1] : 20 – 25%

Figure 2 : Stratégies d'investissement de CAPZA

I. INFORMATIONS ISSUES DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT

A) Démarche générale de l'entité sur la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance

La prise en compte des critères ESG dans la politique d'investissement de CAPZA a été sensiblement renforcée ces dernières années. Nous intégrons une analyse ESG dans l'intégralité de nos décisions d'investissements. Nous proposons une analyse extra financière annuelle à l'intégralité de nos participations. En 2022, sur 111 entreprises dans le périmètre de reporting, **77% ont répondu au questionnaire ESG** et 67% ont eu une réunion dédiée de restitution de cette analyse. À fin 2022, la notation **moyenne du portefeuille de CAPA est de 74/100**, en progression de 3 points par rapport à fin 2021. A périmètre constant, la note a progressé de 6% entre 2021 et 2022.

Notre engagement se traduit au stade de l'**investissement**, de la **détention** comme de la **sortie**. Nous mettons en outre l'accent sur **trois thèmes** : le changement climatique, la biodiversité ainsi que l'inclusion et le partage de valeur.

1) Prise en compte des critères ESG et des risques de durabilité dans la politique et la stratégie d'investissement

Dans la définition de sa stratégie ESG, CAPZA a identifié **trois priorités** :

1. **Lutter contre le changement climatique**, avec l'engagement de mieux analyser les risques climatiques et contribuer à la neutralité carbone d'ici 2050
2. **Contribuer à la préservation et à la restauration de la biodiversité**, à commencer par la mesure des impacts et dépendances liés à la biodiversité de l'activité de nos sociétés en portefeuille afin de limiter les effets négatifs en particulier contribuer à la préservation des ressources en eau
3. **Favoriser l'inclusion et le partage de la valeur**, au travers notamment de la recherche de la parité, de l'inclusion et du développement de mécanismes de partage de la valeur.

Ces trois priorités se trouvent au cœur de la démarche de CAPZA et sont toujours à l'esprit des collaborateurs dès lors qu'ils traitent des enjeux ESG avec les participations.

i) Phase de pré investissement

Dès la phase d'analyse des opportunités (pipeline), CAPZA intègre les critères ESG dans les processus d'investissement et de gestion des risques.

L'équipe d'investissement s'assure que l'activité n'est pas dans la **liste d'exclusion.**

Les équipes d'investissement réalisent ensuite un screening des sociétés à travers une **analyse des controverses**, pouvant entraîner l'arrêt du processus d'investissement.

Les équipes d'investissement analysent ensuite les **risques et opportunités de durabilité** liés aux investissements à l'aide d'une **grille de notation interne,** reposant entre autres sur les **PAI** et le référentiel **SASB**. Selon que l'opportunité étudiée appartient à une liste prédéfinie de secteurs (Agriculture, sylviculture et pêche ; Industries extractives ; Industrie manufacturière ; Énergie ; Approvisionnement en eau, assainissement, gestion des déchets ; Construction ; Commerce de gros et de détail ; Transports et entreposage ; Hébergement et restauration ; Immobilier ; Santé,) ou que des enjeux matériels sont ou non identifiés via la grille de scoring, deux procédures distinctes sont suivies :

- L'équipe d'investissement conduit une **analyse interne de double matérialité**, en s'appuyant sur les cadres d'analyse SASB et les outils externes et internes. Pour les investissements en dette, l'outil Altitude, développé par AXA climate, qui permet de réaliser une analyse climat et biodiversité à partir de données sectorielles et de localisation, est également utilisé.
- Dans le cas où des sujets seraient identifiés comme matériels, une **analyse approfondie**, incluant une discussion avec le management de la société ciblée, est réalisée :
    - En matière d'**investissements en actions**, elle se traduit par une **due diligence externe qui couvre l'analyse des risques climatiques (physiques et de transition) et liés à la biodiversité** et la rédaction d'une **feuille de route**
    - Pour les investissements en **dette**, l'équipe durabilité et impact réalise une analyse ESG approfondie qui couvre **les risques climatiques (physiques et de transition) et liés à la biodiversité** en échangeant avec le management de l'entreprise.

Par ailleurs, les équipes s'appuient sur l'**outil interne 360 SAT** qui récupère l'ensemble des KPIs extra-financiers des entreprises du même secteur, ce qui permet de **comparer le positionnement de l'opportunité d'investissement par rapport à ses pairs.** Si l'entreprise accuse un retard sur son secteur de référence sur certains enjeux de durabilité, l'équipe d'investissement pourra utiliser ces enjeux comme objectifs de durabilité dans la structuration de la transaction.

Dans le cas où la transaction serait construite avec un **sponsor financier**, les équipes d'investissement analysent la politique de ce dernier, se chargent de vérifier que le sponsor est signataire des **Principles for Responsible Investment (UN PRI)** et, le cas échéant, consultent la note obtenue. S'il n'est pas signataire

ou si la note est inférieure à 60%, une demande d'analyse complémentaire est transmise à la Direction Durabilité et Impact.

CAPZA cherche ensuite à **intégrer des objectifs de durabilité dans la transaction** :

- En dette, cela se traduit par la mise en œuvre d'un mécanisme de fluctuation du coût de la dette (*ESG ratchet*) en fonction de l'atteinte d'objectifs extra-financiers (**sustainability-linked loan**). CAPZA souhaite généraliser ce mécanisme dans la majorité de nos financements en dette privée chez Artemid ou CAPZA private debt ;
- Pour les investissements en actions, sont analysées la faisabilité de la mise en place d'un mécanisme de **partage de la valeur** au sein de l'éventuelle future société en portefeuille ainsi que d'intégrer des objectifs de durabilité dans les **clauses de rétrocession de la plus-value**.

En 2022, 57% de nos investissements en dette ont intégré des objectifs de durabilité et 39% de nos investissements en actions

Exemple :

- Fonds : C6PD
- Société : Entreprise A
- Nombre de covenants ESG : 5
- KPIs :
  - KPI 1 : Nomination d'un responsable ESG interne au Groupe.
  - KPI 2 : Délivrance d'un reporting ESG annuel produit par le Sponsor.
  - KPI 3 : Introduction des problématiques ESG à l'ordre du jour du Conseil de Surveillance.
  - KPI 4 : Mise en place d'un comité ESG interne ayant pour obligation de se réunir au moins une fois par an.
  - KPI 5 : Calcul de l'empreinte carbone, annuellement.
- Marge premium :
  - -0,05% si 3 ou 4 critères sont respectés
  - -0,10% si les 5 critères sont respectés

Après la validation du pré-comité, dans la **lettre d'intention**, nous mentionnons que CAPZA souhaite structurer des transactions autour de la transformation durable**,** favorisant l'intégration d'objectifs de durabilité dans les mécanismes de tarification ou rétrocession.

S'ouvre ensuite une période de due **diligence ESG**. Celle-ci vise à identifier les principaux enjeux ESG (selon le secteur, la localisation, la taille ou encore le type d'entreprise) et à fixer les objectifs afin d'améliorer l'impact positif de la société et de limiter les externalités négatives. Elle permet également de relever les bonnes pratiques de la société.

A l'issue de la due diligence, si des **risques majeurs** ont été identifiés, alors CAPZA peut prendre la décision de ne pas poursuivre le processus d'investissement, selon la capacité de la société à limiter ou supprimer ce risque dans l'horizon du business plan.

Enfin, la **note d'investissement** synthétise notamment les risques et opportunités de durabilité ainsi que les éventuels objectifs de durabilité pertinents pour la cible sont présentés.

Après la validation du comité d'investissement, une offre ferme, traduite dans la documentation juridique, est alors élaborée : si CAPZA est actionnaire majoritaire, elle inclut un mécanisme de partage de la valeur ou relution lié aux objectifs de durabilité. Dans le cadre de notre stratégie climat, dans tous nos investissements en actions, nous incluons à présent dans la documentation de la transaction une clause d'alignement aux accords de Paris et la neutralité carbone à horizon 2050.

ii) Phase de détention

Les discussions post-investissement permettent de **concrétiser les engagements en matière de RSE** pris par les sociétés. Lors de cette phase, la due diligence ESG est partagée par CAPZA auprès du management de la société concernée. Il s'agit d'un moyen pour la société de gestion de restituer l'analyse conduite et d'échanger avec la société sur une **feuille de route de durabilité** et les actions à mettre en place post-investissement.

Pendant la phase de détention l'ESG est régulièrement mis à l'ordre du jour des discussions et à minima une fois par an lors du conseil de surveillance ou d'administration.

Le **suivi des performances RSE des entreprises en cours de phase de détention** se traduit notamment dans le **reporting ESG annuel**, étape clef de la procédure ESG de CAPZA.

Un questionnaire ESG est transmis aux sociétés et analysé par Sirsa :

- Il permet de définir **un score sur 5 en matière d'enjeu et de maturité** de chaque société sur certains enjeux, tels que la formation, le dialogue social, la gouvernance, ou l'impact carbone ;
- L'**enjeu** est noté au regard de la taille de la société, de son secteur d'activité, de ses pays d'implantation, des données reportées, et dans une moindre mesure relativement aux autres sociétés du portefeuille ;
- Le score de **maturité** permet d'identifier le niveau d'engagement et de conscience des sociétés face à un ou plusieurs risques ;
- Plus l'écart entre le niveau d'enjeu et le niveau de maturité est important, plus le **risque ESG** est important.
- A partir de cette notation, CAPZA attribue une **note globale sur 100**. Les notes ESG des participations de CAPZA vont de 49 à 90 avec une moyenne à 74.

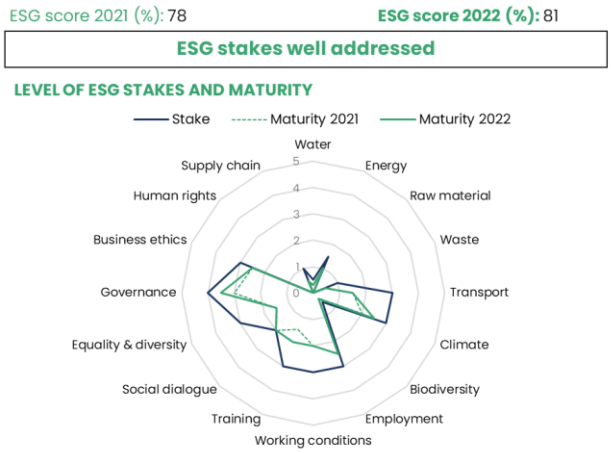


Figure 3 : Exemple d'analyse Sirsa des enjeux ESG et de niveau de maturité

Durant la période d'analyse des données ESG, les équipes de Sirsa identifient les **principaux enjeux RSE** de chaque participation ainsi que les **bonnes pratiques** et les **axes d'amélioration** inhérents à ces enjeux. Sirsa revient également sur les actions déjà mises en place par l'entreprise. Ainsi pour chaque entreprise, la fiche restituée intègre un suivi du plan d'actions avec les actions déjà mises en place sur le plan environnemental, social et de gouvernance et les actions en cours d'implémentation ainsi que les actions à mettre en place pour que l'entreprise progresse.

Une réunion **dédiée avec le management de la société** et un membre de l'équipe d'investissement et, quand cela est possible, de l'équipe durabilité et impact de CAPZA, est prévue afin :

- De restituer l'analyse et de discuter des bonnes pratiques ;
- D'engager l'entreprise sur son plan d'action annuel

- De répondre aux questions et aux besoins des entreprises en matière de prestataires, cout, et méthodes pour mettre en œuvre des actions précises de la feuille de route.

Les données ESG collectées sont ensuite **consolidées au niveau de chaque portefeuille**. CAPZA prépare un **rapport ESG pour chaque fonds** d'investissement présentant la démarche générale de CAPZA, les données consolidées à l'échelle du fonds, la performance extra financière globale par enjeu de durabilité incluant une analyse des PAI, ainsi que les fiches sociétés. Les rapports consolidés sont mis à disposition des investisseurs sur notre plateforme Intralinks en juillet de chaque année.

Nous accompagnons également les entreprises de manière opérationnelle, notamment en matière de climat, comme décrit dans la section E) du présent rapport.

Approche spécifique aux fonds ayant un engagement minimum d'investissements durables

L'accompagnement volontariste de ces fonds (MAIF Dette à Impact Environnemental ou CAPZA Flex Equity Mid-Market II) se manifeste par :

- ✓ Une analyse ESG-climat spécifique en phase de préinvestissement, à laquelle est systématiquement associée l'équipe ESG (évaluation DNSH, bonne gouvernance, empreinte carbone, risques physiques et de transition, etc.)
- ✓ L'intégration d'objectifs de durabilité et de décarbonation dans toutes les transactions (Sustainability-linked Debt and Equity)
- ✓ La participation de la directrice Durabilité et Impact de CAPZA au Comité des investissements en tant que membre votant
- ✓ En phase de détention, la réunion de Comités d'Impact visant à suivre plus finement la performance extra financière et décider d'actions additionnelles si besoin,

Spécifiquement pour le fonds CAPZA Flex Equity Mid-Market II, investi en actions :

- ✓ Un budget dédié à l'accompagnement des entreprises (financement de l'empreinte carbone, du recrutement d'un responsable RSE, de SBTi, etc.)
- ✓ Un point sur la mise en oeuvre de la feuille de route RSE tous les mois pendant les steering committee et à tous les conseils d'administration

iii) Sortie

CAPZA considère que sa responsabilité en matière ESG s'étend au-delà de la période de détention de la participation.

C'est la raison pour laquelle, au moment du désinvestissement, quand la création de valeur liée à la feuille de route de durabilité ou le risque de durabilité est matériel, une **vendor due diligence ESG** et un **reporting d'impact** peuvent être conduits, qui permettent d'analyser l'évolution des indicateurs de durabilité pertinents pour l'entreprise, incluant les PAI et les indicateurs de promotion du fonds.

2) Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les clients sur les critères relatifs aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement

Notre engagement se traduit aussi dans la **transparence de nos communications**. Nous nous assurons que l'ensemble de nos politiques et engagements sont à disposition de nos parties prenantes, dont nos investisseurs, nos participations et les organismes publics.

Ainsi, les documents suivants, relatifs à la prise en compte des critères ESG dans notre politique et notre stratégie d'investissements sont disponibles **sur notre site internet :**

Document	Fréquence de transmission	Moyens utilisés
Politique d'investissement durable	A chaque mise à jour	Site internet
Politique d'engagement actionnarial incluant la politique de vote	Annuelle	Site internet
Politique d'exclusion	A chaque mise à jour	Site internet
Transparence des politiques relatives aux risques de durabilité (SFDR)	A chaque mise à jour	Site internet
Transparence des incidences négatives en matière de durabilité (SFDR)	A chaque mise à jour	Site internet
Transparence sur l'intégration de l'ESG dans la rémunération		
Rapport Article 29	Annuelle	Site internet
Rapport d'engagement et d'exercice des droits de vote	Annuelle	Site internet
Rapport de transparence des UN-PRI	A chaque mise à jour	Site internet des UN PRI

En complément, nous informons les souscripteurs de nos fonds de la politique de durabilité du fonds et des résultats de la mise en oeuvre de cette politique sur la plateforme de communication intralinks des documents suivants

- La documentation réglementaire : prospectus et DICI ainsi que le template précontractuel correspondant à la classification SFDR du fonds
- Le rapport annuel de durabilité et d'impact du fonds
- Les rapports annuels des fonds qui intègrent le template périodique SFDR
- La documentation marketing du fonds

Nous avons également renforcé la production de contenu à destination du grand public en matière de durabilité dans un objectif de sensibilisation et de promotion.

A cet effet, nous avons :

- Participé à deux tables rondes : Forum ESG & Impact Investing de l'AGEFI et le climate finance day.
- Publié deux articles : un article sur la décarbonation des PME&ETI dans les echos et un article sur l'impact dans l'AGEFI
- Été interviewés par des journalistes pour des articles ou émissions qui nécessitent notre regard en matière de durabilité : BFM Business, Option finance, AGEFI

Enfin, nous partageons notre vision du développement durable dans l'enseignement supérieur. Aurore Gaufre est enseignante en finance durable auprès du M2 Politiques publiques et Affaires européennes de l'École d'affaires publiques de Sciences Po Paris. Constantin Kryvian enseigne le cours « Risque de Crédit et Dette privée » au M2 du master Banque et Finance (224). A cette occasion, il partage avec les étudiants les mécanismes d'intégration des critères ESG dans le financement en dette et la politique de CAPZA en la matière.

3) Liste des produits financiers classés articles 8 et 9 SFDR et part des encours prenant en compte des critères ESG

La liste de nos fonds classés article 8 ou 9 SFDR figure en section I du présent rapport. Nous nous sommes engagés à gérer tous nos fonds avec les process équivalents à nos fonds Article 8 et que tous les prochains fonds commercialisés par CAPZA seront au minimum classifiés Article 8.

4) Adhésion de l'entité et de produits financiers à une charte, une initiative un label, etc.

CAPZA est membre des initiatives suivantes, qui lui permettent d'avoir accès à de l'expertise, à des bonnes pratiques ou encore de participer à des groupes de travail.

Initiative	Valeur relative (%)
PRI Principles for Responsible Investment	CAPZA est signataire des PRI depuis 2011

	Capza est membre de France Invest et participe en particulier à la Commission Durabilité ainsi qu'au Groupe de Travail Réglementation Finance Durable. Cette participation permet à CAPZA de maintenir une veille active sur les travaux de place en matière de finance durable, ainsi que les outils utilis
	Capza est un membre de l'iCI, et a notamment contribué à l'élaboration du guide climat, publié en 2022.
	Créé en octobre 2022, l'IFD prend la suite de Finance For Tomorrow. CAPZA est membre de l'institut de la finance durable et participe au groupe de travail dédié à la finance à impact.

B) Moyens internes déployés par l'entité

Nous disposons d'une équipe dédiée de 3 personnes sous la direction d'Aurore Gauffre. CAPZA a récemment **renforcé ses moyens humains** et nous poursuivons ce travail. En parallèle, notre **partenariat avec la société Reporting 21** nous permet de réaliser des analyses ESG exhaustives et de qualité, qui servent de fondements à nos politiques : investissement, engagement, etc.

Figure 4 : L'équipe Durabilité et Impact : Aurore Gauffre, Yasser Saël, Hugo Villain

1) Ressources financières, humaines et techniques dédiées à la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investissement

i) Ressources financières

Le tableau ci-dessous résume l'**engagement financier** consenti par CAPZA en 2022 en matière de ressources humaines et techniques.

Ressource	Valeur relative (%)	Valeur absolue (K euros)
Emplois en équivalent temps plein (ETP)	3%	NA
Budget consacré aux données ESG / budget total	NA	NA
Investissements dans la recherche	NA	NA
Prestataires externes et fournisseurs de données pour la société de gestion (excluant les due diligences externes avant investissements)	NC	300

ii) Ressources humaines

La stratégie ESG de CAPZA concerne toutes les équipes et la réussite de sa mise en œuvre dépend de la mobilisation de l'ensemble des expertises.

Dans chaque équipe d'investissement, au minimum un référent ESG a été nommé. **Les référents ESG sont chargés** de diffuser au quotidien notre process ESG au sein de chaque équipe d'investissement et de faire émerger et converger nos bonnes pratiques. Une réunion mensuelle entre l'équipe Durabilité et Impact et les référents ESG est organisée afin de faire le suivi de la mise en œuvre des nouveaux process et répondre aux besoins des équipes d'investissement.

Les équipes transversales sont également très impliquées dans la mise en œuvre de notre politique ESG :

- L'équipe de conformité et de gestion des risques réalise le contrôle et la vérification de nos engagements. Elles développent des recommandations pour s'assurer de la parfaite mise en œuvre de nos process. Elles nous aident à développer des politiques RSE comme le code éthique.
- L'équipe de Développement commercial et relations investisseurs contribue à la bonne communication de notre stratégie ESG auprès des investisseurs. Elle fait particulièrement attention à avoir une communication transparente et précise sur l'état de nos engagements et de nos réalisations en matière d'ESG.
- L'équipe produit élabore les documents de présentation de la stratégie du fonds et renseigne les questionnaires des investisseurs avant la souscription dans un fonds. Elle contribue donc à la formalisation de notre stratégie ESG et process auprès des parties prenantes.
- L'équipe du secrétariat général et du middle office élabore les rapports annuels et déclenchent les modifications de flux liées à des événements ESG que ce soit pour les intérêts de la dette payés à une entreprise ou pour le calcul du carried interest du fonds.
- L'équipe juridique élabore les documents réglementaires et contribue à la bonne rédaction et à la cohérence de ces documents en matière d'ESG dans tous les fonds.
- L'équipe de communication contribue à la diffusion d'informations sur l'ESG, en interne grâce à la CAPZA news mensuelle et en externe par l'élaboration de campagnes de communication dédiées à notre actualité riche en matière de durabilité.

Les enjeux de durabilité et la bonne mise en œuvre de notre feuille de route dépendent de la mobilisation de l'ensemble des équipes.

iii) Ressources techniques

Nous utilisons à des fins de recherche, d'analyse et de gestion les données suivantes :

Fournisseur	Données
Sirsa (Reporting 21)	- Notation des participations - Analyse ESG des participations - Estimations des émissions GES
Altitude (AXA Climate)	Analyse des risques et incidences climat et biodiversité
Données publiques	Analyse des controverses
Matrice d'impact développée par SCOR et France Assureurs	Potentiel de perte lié aux risques physiques
ADEME	Bilans GES des entreprises
ENCORE	Analyse dépendances et impact biodiversité et eau
WWF	Analyse des risques physiques
US Department of Labor	Liste des biens produits par le travail des enfants ou le travail forcé
Keybiodiversityareas.org	Analyse des zones sensibles de biodiversité
Ministère du Travail	Index de l'égalité professionnelle
UE	Liste des secteurs à fort impact climatique
FFA	Liste des secteurs à fort impact biodiversité

2) Actions menées en en vue d'un renforcement des capacités internes

La **formation** et la **sensibilisation** du personnel sont essentielles à la mise en œuvre réussie d'une politique ESG. Les équipes de **CAPZA** sont **ainsi** formées en continu sur les enjeux liés à la durabilité et la manière de limiter notre impact négatif et de rechercher une contribution positive, que ce soit dans notre rôle d'investisseur auprès des entreprises ou dans nos émissions directes liés à nos déplacements, l'usage de l'électricité, l'usage des équipements informatiques… La formation peut prendre diverses formes, des ateliers, des formations, des échanges avec l'équipe Durabilité et Impact et des intervenants externes.

L'additionnalité via la formation

Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de bien comprendre un problème pour pouvoir y apporter des solutions et passer à l'action.

Nous avons donc décidé de déployer les ateliers de la « Fresque du climat » auprès de tous nos collaborateurs.

Nous avons également proposé aux collaborateurs de CAPZA de se former à devenir animateurs de ces ateliers. Aujourd'hui nous avons 7 animateurs de la fresque du climat chez CAPZA. Cette année nous avons interrogé les participants par le biais du questionnaire ESG sur la fresque du climat : l'ont-elles déjà déployé en interne ? Si non souhaitent-elles le faire ? 15% de nos participations avaient déjà organisé une fresque du climat et 31% de nos participations nous ont exprimé le souhait d'organiser une fresque du climat animée par nos soins. Nous sommes en train d'organiser des fresques du climat avec nos participations et profitons des 30 minutes de la fin de l'atelier pour faire un point sur l'empreinte ESG de l'entreprise et réfléchir collectivement aux actions à mener pour l'améliorer. Cet exercice permet aux équipes de s'investir dans le projet RSE et la feuille de route de leur entreprise.

Figure 5 : Un atelier Fresque du Climat organisé pour les équipes CAPZA

Nous avons également proposé des formations spécifiques à nos collaborateurs. Les formations dispensées ces 12 derniers mois ont porté sur les sujets suivants :

- Réglementation : SFDR, Taxonomie et CSRD
- Climat ;
- Biodiversité.
- Partage de la valeur

Nous organisons également des déjeuners débat sur la durabilité. Ces déjeuners-débat destinés aux collaborateurs, investisseurs et entreprises ont pour objectif de nous donner l'opportunité d'approfondir notre compréhension des enjeux environnementaux et sociétaux et de nous interroger sur les solutions à y apporter.

Figure 6 : Un déjeuner-débat Durabilité organisé autour de Timothée Parrique et du concept de décroissance.

c) Prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance au niveau de la gouvernance de l'entité

La gouvernance des sujets ESG a fortement mûri au cours des dernières années, grâce à la **création d'une fonction dédiée rattachée à la direction générale.**

1) Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance en matière de prise de décisions relatives à l'intégration des critères ESG dans la politique et la stratégie d'investissement

La gouvernance de CAPZA est ainsi structurée qu'elle permet de prendre en compte les critères ESG et les risques de durabilité dans notre politique et notre stratégie d'investissement. Elle repose notamment sur les instances suivantes :

- Une Directrice Durabilité et Impact ;

- Un coordinateur de l'intégration ESG dans les processus d'investissement au sein de chaque stratégie d'investissement
- Deux Comités ESG globaux réunissent toutes les équipes d'investissement deux fois par an et des comités ESG par fonds
- Les thématiques ESG sont abordées lors des réunions du ComEx, auquel appartient la Directrice Durabilité et Impact.

Afin de suivre les enjeux de durabilité, CAPZA organise deux **comités ESG** par an :

- Le premier comité permet de faire un point sur la stratégie et les processus ESG de CAPZA ainsi que les réglementations, cadres et initiatives en matière de RSE & ESG. Il permet également de valider le périmètre de reporting de l'année à venir
- Le second comité ESG a, lui, pour objectif de présenter les résultats globaux de la campagne de Reporting ESG annuel
- Les comités dédiés par stratégie ont pour objectif de revoir en détail la performance extra financière de chaque fonds et de déterminer un plan d'action

Les fonds engagés sur un minimum d'investissements responsables sont en outre supervisés par un Comité d'Impact, afin de suivre plus finement la performance extra financière et de décider d'actions additionnelles si besoin.

2) Intégration des risques en matière de durabilité aux politiques de rémunération

Les risques de durabilité sont intégrés dans notre politique de rémunération. Les caractéristiques ESG comptent pour **15% de la rémunération variabl**e des *partners*, en fonction des critères suivants :

- Une analyse ESG-climat dans tous les one pagers et notes d'investissements
- Une analyse de la faisabilité de la mise en place d'un partage de la valeur ou d'une structuration du management package ou de la dette avec des objectifs ESG
- Une clause de partage de la valeur et des incitations ESG incluses dans toutes les Lettres d'intention
- Réalisation automatique d'une due diligence ESG pour les investissements en fonds propres
- Engagement auprès des participations dans la collecte de données et restitution de l'analyse ESG
- Transmission des fiches ESG à toutes les participations, avec en copie le département ESG
- Participation aux comités ESG

Ces éléments d'évaluation sont intégrés dans le processus d'évaluation annuel.

Ce mécanisme va être élargi à l'équipe d'investissement en 2024 et l'intégralité de CAPZA en 2025.

Par ailleurs, une partie de la rémunération des équipes sur le long terme provient du carried interest. La part de carried interest de nos fonds C6PD et FEMM2 dépend de l'atteinte d'objectifs de durabilité. Nous avons décidé d'élargir cette initiative à nos prochains fonds.

3) Intégration des critères ESG dans le règlement interne du Conseil d'administration

A ce jour, les critères ESG ne sont pas intégrés dans le règlement interne du Conseil d'administration de CAPZA.

D) Stratégie d'engagement et auprès des émetteurs ou vis-à-vis des sociétés de gestion ainsi que sur sa mise en œuvre

Nos politiques d'engagement et de vote visent à accompagner les participations à progresser sur l'ensemble des aspects ESG, en particulier ceux que nous avons identifiés comme prioritaires, c'est-à-dire :

- La lutte contre le changement climatique, avec l'engagement d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 ;
- La préservation et la restauration de la biodiversité
- La diversité et l'inclusion, au travers notamment de la recherche de la parité, du développement d'un mécanisme de partage de la valeur.

Nous engageons également les sociétés sur les sujets jugés matériels, au cas par cas.

1) Périmètre et objectif de notre politique d'engagement

i) Politique d'engagement transversale

Notre politique d'engagement repose avant tout sur un **dialogue continu** et la construction d'une **relation de confiance** avec les sociétés que nous finançons.

Comme exposé plus haut, après vérification de la qualité de la donnée et transmission du rapport annuel, une **réunion ESG annuelle** est organisée avec le management de la société et un membre de l'équipe d'investissement.

Les éléments de ce rapport ESG sont également utilisés par les équipes d'investissement de CAPZA, chargées de discuter de ces enjeux ESG **lors du Conseil de Surveillance ou du Conseil d'Administration** des sociétés en portefeuille.

Pour soutenir les entreprises dans leur transformation durable, les équipes de CAPZA peuvent en outre donner accès à des **ressources utiles ou à des experts externes**.

Enfin, nous veillons à animer notre communauté d'entreprises, à travers des évènements : trophées durabilité, déjeuners, rencontres entre responsables ESG des différentes entreprises, etc.

ii) Politique d'engagement spécifique au climat

Nous avons développé une politique d'engagement spécifique en matière de climat.

Lorsque nous représentons une partie significative du bilan, **nous disposons de plusieurs outils pour accélérer la transition environnementale et sociale de nos entreprises**. Ces leviers sont plus ou moins actionnables selon notre position : actionnaire majoritaire, minoritaire, prêteur unitranche, pool de prêteur. Ils peuvent être regroupés en trois catégories :

- Le **levier transactionnel** nous permet de **mettre la durabilité à l'agenda** des négociations avec le management avant l'investissement et d'assurer un alignement d'intérêts dans la rédaction de la documentation de la transaction sur le sujet ;
- Le **levier opérationnel** lié à notre place dans la gouvernance nous permet d'être actif dans l'accompagnement des entreprises sur le sujet de la durabilité en leur présentant des **solutions pragmatiques et efficaces** pour délivrer leur feuille de route
- Le **levier de financement** consiste à informer les entreprises sur les **accompagnements et subventions** qu'elles peuvent actionner pour financer et accélérer la mise en place de leur feuille de route de décarbonation

Notre politique d'engagement actionnarial et de vote est exposée plus en détail dans notre document dédié.

2) Présentation de la politique de vote

L'**alignement de la performance financière et de la performance extra-financière** de nos investissements constitue l'un des principes clés de notre politique.

Dans le but de sensibiliser les entreprises aux enjeux extra financiers, **nous veillons à ce que les enjeux ESG majeurs fassent l'objet d'une discussion annuelle des comités des organes de direction**.

Notre politique de vote est systématiquement appliquée dès lors que notre pourcentage de détention du capital atteint 5% et nous nous attachons à suivre activement notre politique de vote.

Étant généralement l'actionnaire de référence (et/ou majoritaire), nous sommes **consultés en amont des assemblées générales** des entreprises en portefeuille. C'est la raison pour laquelle nos votes sont exclusivement des votes positifs.

Vous pourrez trouver le compte rendu annuel de notre politique de vote sur notre site internet dans notre document dédié.

3) Bilan de la stratégie d'engagement

Le taux de réponse des participations aux questionnaires ESG s'est élevé à 78% (87/111). Nous avons pu organiser des appels Sirsa avec 67% d'entre elles (58/87).

4) Bilan de la politique de vote, en particulier en matière de résolutions à caractère ESG

Comme précédemment exposé, étant généralement l'actionnaire de référence, nous sommes consultés en amont des assemblées générales sur le contenu des résolutions présentées au vote. Nous avons donc l'opportunité de nous mettre d'accord sur leur contenu avec les participations. Par conséquent, notre taux de vote positif est de 100%.

A ce jour, nous n'avons pas eu à nous prononcer sur une résolution climat déposée par d'autres actionnaires.

5) Stratégie d'investissement et désengagement sectoriel

Capza n'investit pas dans des entreprises qui ne respecteraient pas les normes internationales comme le Pacte mondial des Nations Unies. Par ailleurs CAPZA ne souhaite pas investir dans des secteurs et activités qui ont des impacts significatifs avérés sur l'environnement et la société ou qui génèrent des risques supplémentaires (risque de réputation, risque éthique, risque juridique, etc.).

Nous n'avons pas la possibilité de recourir au désinvestissement pour nos financements en dette dans le cadre d'une politique d'engagement. En ce qui concerne l'investissement en fonds propres, nous appliquons notre politique d'engagement actionnarial et de vote si l'entreprise devait développer une nouvelle activité ou réaliser une acquisition qui rentrerait dans notre politique d'exclusion.

E) Taxonomie européenne et combustibles fossiles

1) Part verte

Information	Ratio réglementaire basé sur les publications des contreparties
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxinomie sur la base du chiffre d'affaires	3%
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques non éligibles à la taxonomie sur la base du chiffre d'affaires	97%
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxinomie sur la base des dépenses d'investissement	0,2%
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques non éligibles à la taxonomie sur la base des dépenses d'investissement	99,8%

Part dans l'actif total des produits dérivés	0%
Part dans l'actif total des expositions sur des entreprises qui ne sont pas tenues de publier des informations non financières	16,5%

Information	Ratio volontaire reflétant des estimations du niveau d'alignement des contreparties
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxinomie sur la base du chiffre d'affaires	2,7%
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques non éligibles à la taxonomie sur la base du chiffre d'affaires	0%
Part dans l'actif total des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxinomie sur la base des dépenses d'investissement	100%

2) Part des encours dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles

Grâce à notre politique stricte d'exclusion des énergies fossiles, la part de nos encours dans le secteur des combustibles fossiles, au sens de l'acte délégué en vertu de l'article 4 du règlement SFDR est de 0%.

F) Stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux des articles 2 et 4 de l'Accord de Paris relatifs à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et, le cas échéant, pour les produits financiers dont les investissements sous-jacents sont entièrement réalisés sur le territoire français, la stratégie nationale bas-carbone mentionnée à l'article L. 222-1 B du code de l'environnement

1) Fixation d'un objectif quantitatif à horizon 2030 et révision tous les cinq ans jusqu'à horizon 2050

CAPZA entend pleinement concourir au respect de l'article 2 c) de l'**Accord de Paris,** lequel vise à rendre **«** *les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques* ».

Dans le même temps, les outils permettant de définir des trajectoires d'alignement fondées sur la science se sont développés, pour les entreprises comme pour les acteurs financiers. La **SBTi** (Science Based Targets initiative), en particulier, permet de décliner cet objectif pour les entreprises en fonction de leur secteur économique ou selon une approche standard.

Dans ce contexte, CAPZA a défini en 2022-2023 une stratégie climat en fixant **deux objectifs majeurs en matière d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris à horizon 2030** :

- **70**% des montants sous gestion des fonds d'**Equity** (ou hybride) (GT, Transition, Flex, FEMM) contribueront à la neutralité carbone à horizon 2050
- **50%** des montants sous gestion des fonds de **dette** contribueront à la neutralité carbone à horizon 2050
-

Plus précisément, la contribution se démontre parce que les investissements dans les entreprises seront :

- **Alignés** sur une trajectoire Net Zero sur leurs scope 1 et 2 ;
- **Engagés à s'aligner** sur une trajectoire Net Zero sur leurs scopes 1 et 2 (trajectoire future)
- Dirigés vers le financement d'activités alignées à la **taxonomie** européenne

Nous ne gérons pas de fonds indiciels et ne disposons pas encore de résultats à présenter concernant la nouvelle stratégie climat, que nous avons commencé à déployer en 2022.

2) Description de la méthodologie utilisée

CAPZA encourage ses participations à s'engager dans le cadre de l'initiative **SBTi**. A défaut, les entreprises peuvent s'engager via une autre initiative reconnue. Dans le fonds Flex Equity Mid Market II et Maif Dette à impact environnemental, outre l'inclusion d'une trajectoire de décarbonation alignée aux Accords de Paris, nous avons incité l'intégralité des participations à s'engager publiquement via SBTI.
Au niveau de la société de gestion, nous étudions l'initiative publique ainsi que la méthodologie auxquelles CAPZA s'adossera pour prendre un engagement formel. Nous étudions en particulier SBTI.

3) Rôle, usage de l'évaluation dans la stratégie d'investissement et complémentarité de la méthodologie avec les critères ESG

Lors de notre analyse des opportunités d'investissement, nous évaluons systématiquement si celle-ci peut avoir un **impact négatif sur d'autres objectifs de développement durables**, ne pouvant être abordé ou atténué. Les PAI sont également recueillis de façon systématique. Ceci assure un alignement entre notre politique climat et notre politique ESG.

Nos processus standards d'analyse (étape d'investissement) et de suivi des performances ESG (phase de détention) portent en outre sur le climat comme sur l'ensemble des enjeux ESG détaillés en section I) A) du présent rapport.

4) Changements intervenus au sein de la stratégie d'investissement en lien avec la stratégie d'alignement avec l'Accord de Paris

Si les risques ESG ou les PAI, notamment climatiques, sont jugés trop importants, nous n'investissons pas dans une société. Nous portons surtout une attention particulière à la trajectoire et à l'ambition de l'entreprise en matière de climat. C'est pourquoi, au moment de chaque investissement en equity, nous insérons une **clause d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris**. Pour les investissements en dette, nous faisons nos meilleurs efforts pour l'introduire. Cette clause est intégrée systématiquement dans les investissements du fonds Maif Dette à Impact Environnemental.

Enfin, nous continuons d'appliquer une **politique stricte d'exclusion des énergies fossiles**.

G) Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité

1) Capza mesure les impacts et les dépendances à la biodiversité depuis deux ans pour adresser les risques matériels à la biodiversité

Depuis deux ans, CAPZA **mesure les impacts et dépendances de ses participations** grâce à l'outil **ENCORE**[1]. Nous intégrons également la biodiversité dans nos analyses pré-investissement, le suivi annuel de la performance ESG de nos participations ou encore dans la mise en place de feuilles de route de durabilité.

Les principales conclusions de l'analyse des impacts et dépendances à la biodiversité du portefeuille CAPZA sont présentées ci-dessous

[1] https://encore.naturalcapital.finance/en

	Très fort	
	Dépendances	Impacts
Capza 4 Private Debt	0%	0%
Capza 5 Private Debt	0%	0%
Capzanine 4	7%	12%
Capza 5 Flex Equity	18%	5%
Capza FEMM I	14%	9%
Capza Transition	65%	0%
Capza Growth Tech	0%	0%
Artemid Senior Loans I, II et III	12%	19%
Capza 6 Private Debt	0%	0%
Capza FEMM II	62%	0%
MAIF	36%	0%
Portefeuilles Capza	**10%**	**3%**

Figure 7 : Impacts et dépendances du portefeuille de CAPZA

3% des encours ont au moins un impact très fort sur la biodiversité. Les impacts très forts sont exercés par 9 entreprises.

Les 3 pressions présentant les impacts très forts sur la biodiversité sont les suivantes :

- L'utilisation de l'eau ;
- L'utilisation des écosystèmes marins ;
- L'utilisation des écosystèmes terrestres ;

Les impacts très forts exercés sur l'eau (l'utilisation de l'eau et l'utilisation des écosystèmes marins) représentent 1,5% des encours sous gestion. Ils sont exercés par 4 entreprises, actives dans les secteurs de la construction, des produits agricoles et d'emballages.

10% des encours ont au moins une dépendance très forte à la biodiversité. Les quatre services écosystémiques auxquels le portefeuille est le plus dépendant sont :

- Les eaux de surface ;
- Les eaux souterraines ;
- La protection contre les inondations et les tempêtes ;
- Le maintien du cycle hydrologique et des flux d'eau

Les entreprises ayant des dépendances très fortes à la biodiversité sont au nombre de 16.

Concernant les dépendances très fortes à l'eau (et en particulier à l'eau souterraine), elles représentent 1,5% des encours sous gestion. Un nombre limité d'entreprises est concerné : 12 entreprises en portefeuille ont des dépendances très fortes à l'eau. Elles sont actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, la construction, le textile et les services de distribution en eau.

2) Grâce à la mesure des impacts et dépendances à la biodiversité de son portefeuille, Capza est conscient des interactions fortes entre l'investissement et la biodiversité, et de son rôle dans la préservation de la biodiversité en tant qu'investisseur responsable

Les interactions entre les acteurs financiers et la biodiversité ont été mises en lumière par de nombreux travaux. Les acteurs financiers produisent également des impacts négatifs, à travers les activités financées, en même temps qu'ils dépendent de la nature, en particulier via les services écosystémiques, c'est-à-dire « les avantages que les humains tirent des écosystèmes et qui contribuent à rendre la vie humaine à la fois possible et digne d'être vécue »[2].

Le lien entre investisseurs et biodiversité peut être résumé par la figure suivante[3] :

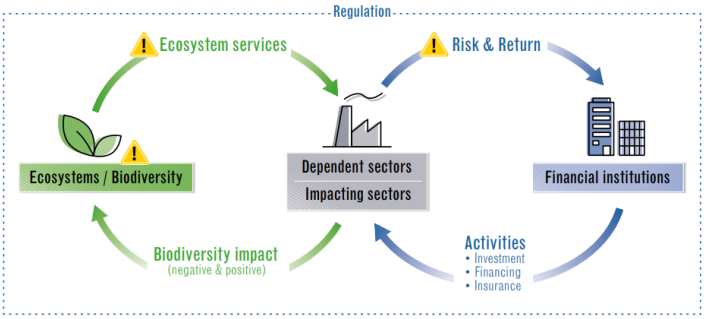


Figure 8 : Interdépendances entre la biodiversité et le système financier. Source : Finance for Biodiversity Pledge[4]

Les activités économiques exercent des pressions sur la biodiversité, qui se manifestent par des impacts. L'état de la biodiversité se dégrade en retour, de même que les écosystèmes, desquels dépend l'économie à travers les services écosystémiques fournis par la nature.

La perte de biodiversité, documentée par l'IPBES[5], représente un risque financier pour CAPZA. Sa dépendance aux services écosystémiques nous rend tout d'abord vulnérables à la baisse de leur valeur.

A l'exception de certains services d'approvisionnement, qui ne déclinent pas en raison de la surexploitation des ressources naturelles, notamment à des fins d'alimentation, l'état de l'ensemble des services écosystémiques se dégrade : l'IPBES dresse le constat que 14 des 18 catégories de contributions de la nature aux populations sont en déclin[6].

Or, le système financier est très exposé au risque de déclin des services écosystémiques. La Banque de France[7], par exemple, a montré que 42 % du montant des actions et obligations détenues par des

[2] Díaz, S., Fargione, J., Chapin, S., & Tilman, D. (2006). Biodiversity Loss Threatens Human Well-Being. Plos Biology, 4, e277. http://doi.org/10.1371/JOURNAL.PBIO.004027

[3] https://www.financeforbiodiversity.org/publications/act-now-the-why-and-how-of-biodiversity-integration-by-financial-institutions/

[4] https://www.financeforbiodiversity.org/publications/act-now-the-why-and-how-of-biodiversity-integration-by-financial-institutions/

[5] https://www.ipbes.net/global-assessment

[6] Ibid

[7] https://publications.banque-france.fr/un-printemps-silencieux-pour-le-systeme-financier-vers-une-estimation-des-risques-financiers-lies-la

institutions financières françaises est émis par des entreprises qui sont fortement ou très fortement dépendantes d'au moins un service écosystémique.

Afin d'enrayer le déclin de la biodiversité d'ici à 2030 et de la restaurer d'ici à 2050, l'**Accord de Kunming-Montréal**[8] a été adopté à l'issue de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique[9].

Il met en place un **nouveau cadre mondial** visant à mettre en œuvre les trois objectifs de la Convention sur la diversité biologique[10] :

- La conservation de la biodiversité.
- L'utilisation durable de ses composants.
- Le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées.

Le cadre poursuit notamment une **mission à horizon 2030** : « prendre des mesures urgentes pour enrayer et inverser la perte de biodiversité ».

Sa mise en œuvre repose sur **4 objectifs et 23 cibles**, telles que résumées ci-dessous :

Figure 9 : Objectifs de l'Accord de Kunming-Montréal

CAPZA souhaite aujourd'hui formaliser une stratégie biodiversité globale et cohérente, s'étant fixée, parmi ses trois priorités en matière ESG, l'objectif de **contribuer à la préservation et à la restauration de la**

[8] https://www.cbd.int/article/cop15-final-text-kunming-montreal-gbf-221222

[9] https://www.un.org/fr/observances/biological-diversity-day/convention

[10] https://www.cbd.int/convention/

biodiversité, à commencer par la mesure des impacts et dépendances liés à la biodiversité de l'activité de nos sociétés en portefeuille afin de limiter les effets négatifs.

Pour ce faire, nous nous engageons aujourd'hui à respecter la cible 15 de la Convention de Kunming-Montréal, et donc à **contrôler**, **évaluer** et **divulguer** régulièrement et de manière transparente les **risques**, dépendances et impacts sur la biodiversité de notre portefeuille d'investissement.

Nous avons pour objectif d'enrichir et d'étayer notre stratégie biodiversité, en suivant les objectifs de long terme liés à la biodiversité. La mesure des impacts et dépendances de notre portefeuille vise ainsi à prioriser les enjeux biodiversité pour CAPZA, avant de définir des objectifs précis et échelonnés dans le temps à horizon 2030. Nous prioriserons nos actions sur les entreprises de notre portefeuille ayant des impacts très forts sur la biodiversité et sur l'eau et détenues en action. Celles-ci étant peu nombreuses nous pouvons mettre en œuvre un accompagnement dédié et spécifique au secteur et à l'entreprise qui sera discutée lors du Comité ESG dédié à chaque fonds.

Fenêtre sur 2023 : Focus sur la stratégie eau de CAPZA

Selon le Carbon Disclosure Project, la dégradation de la qualité et de la quantité de la ressource en eau pose de sérieux risques au système financier. Les risques liés à l'eau s'élèveraient à **25 milliards de dollars**[11].

En sens inverse, **le secteur financier produit des impacts négatifs** à travers les activités qu'ils financent.[12] Les secteurs de l'alimentation, du textile, de l'énergie, de l'industrie, de la chimie, pharmaceutique et minier sont responsables de 70 % de la consommation et de la pollution de l'eau douce à l'échelle mondiale[13].

L'eau devient ainsi un **risque** *économique et de durabilité* majeur pour les entreprises qui en sont dépendantes mais aussi un risque sociétal pour les communautés qui vivent dans des zones où l'eau est en majorité impropre à la consommation et très peu disponible.

A l'avenir, la bonne gestion de la ressource en eau constituera un **avantage comparatif** pour une entreprise, notamment en augmentant sa résilience.

Partant de l'identification des impacts et dépendances très forts à l'eau douce de son portefeuille, et conscient des liens indissociables entre climat, biodiversité et eau, Capza souhaite impulser des actions de

[11] CDP, Finance Water Action Pathway, Introduction and Draft 1.0, March 2023

[12] https://www.cdp.net/en/articles/investor/apparel-financial-services-and-fossil-fuel-sectors-have-critical-impact-on-global-water-resources

[13] https://cdn.cdp.net/cdp-production/cms/reports/documents/000/004/232/original/CDP_Global_Water_Report_2018.pdf?1554392583

réduction de l'usage et de la pollution de l'eau auprès de l'ensemble de ses parties prenantes (collaborateurs, participations, fournisseurs et clients) et définir une stratégie d'accompagnement spécifique auprès des entreprises ayant des risques significatifs (dépendances et impacts très forts).

12 entreprises en portefeuille ont des dépendances très fortes à l'eau. Elles sont actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, la construction, le textile et les services de distribution en eau. 4 entreprises ont des impacts très forts sur l'eau, elles sont actives dans les secteurs de la construction, des produits agricoles et d'emballages.

En 2022, nous avons fixé l'objectif suivant : nous nous engageons à ce que 100% des entreprises opérant dans des zones de stress hydrique mettent en place des solutions d'économie d'eau à horizon 2025.

Les liens entre climat, biodiversité et eau

Les crises du climat, de la biodiversité et de l'eau sont intimement liées en même temps qu'elles se renforcent mutuellement[14].

Les impacts cumulatifs des dérèglements climatiques et de la perte de biodiversité modifient la source de toute l'eau douce, à savoir les **régimes et les quantités de précipitations**, ce qui entraîne un changement dans l'approvisionnement en eau à travers le monde entier.

Un facteur clé est le réchauffement climatique : intensifiant le cycle de l'eau, il ajoute environ 7 % d'humidité pour chaque degré d'augmentation de la température moyenne.

Le changement d'usage des sols (principalement la déforestation, l'appauvrissement des zones humides, la dégradation des terres et le développement des infrastructures), modifie les **schémas de précipitations** et la répartition de la pluie entre les écoulements d'eau verte (humidité/vapeur du sol) et d'eau bleue (ruissellement/liquide). Ainsi, en 2022, de la **limite planétaire du cycle de l'eau douce**,

[14] Global Commission on the Economics of Water

plus spécifiquement de l'eau verte, qui est absorbée et rejetée par évapotranspiration par les végétaux, **a été franchie**[15].

En retour, **la diminution de la ressource en eau aggrave la crise climatique**. Les événements hydriques extrêmes et la baisse de l'humidité du sol entraînent une perte de la capacité de captage de carbone dans la nature. Les incendies, favorisés par les sécheresses, provoquent en outre une perte massive de biomasse, de carbone et de biodiversité.

La **disparition des zones humides**, quant à elle, épuise à la fois le plus grand réservoir de carbone de la planète et un écosystème essentiel à la filtration de l'eau.

Nombre d'écosystèmes naturels risquent ainsi de se transformer en sources d'émissions de gaz à effet de serre dans les années à venir, avec des conséquences dévastatrices sur le rythme du réchauffement climatique.

Plan d'amélioration continue

- ✓ Nous évaluons la possibilité d'intégrer le Science Based Targets Network (SBTN)
- ✓ Application de notre nouvelle politique sur l'eau
- ✓ Développement de notre stratégie biodiversité
- ✓ Poursuite de la mesure de nos impacts et dépendances
- ✓ Etude de l'engagement que nous pourrions prendre au regard des cibles de l'Accord de Kunming-Montréal

3) Les outils opérationnels déployés par CAPZA pour déployer sa stratégie

Afin de mettre en œuvre sa stratégie biodiversité, CAPZA s'appuiera sur différents piliers, notamment :

- La **poursuite de l'évaluation des impacts et dépendances de nos participations**, afin d'identifier à la fois :
  - Les pressions, impacts et dépendances les plus **matériels** ;
  - Les **entreprises** sur lesquelles nous devons concentrer nos efforts ;
  - Etudier pour chaque participation dont les impacts et ou dépendances à la biodiversité sont très forts, les **mesures d'atténuation** appropriées afin de les intégrer dans les **feuilles de route de durabilité**.
- Faire de la préservation et de la contribution à la restauration de la biodiversité une priorité de notre **politique d'engagement** ;
- Reporter sur nos impacts, dépendances, risques et opportunités liés à la nature conformément aux préconisations de la **TNFD**, dont le cadre final doit être publié au mois de septembre 2023 ;

[15] https://www.nature.com/articles/s43017-022-00287-8

- Mettre en œuvre une **politique dédiée à l'eau**, sur laquelle CAPZA travaille actuellement
- Promouvoir auprès des participations une politique dédiée à l'eau
- S'assurer que 100% des entreprises opérant dans des zones de stress hydrique mettent en place des solutions d'économie d'eau à horizon 2025
- Nous impliquer dans des initiatives de place. Nous sommes déjà membres de l'**Institut de la finance durable**, qui compte notamment un **groupe de travail Capital naturel**. Comme indiqué précédemment, nous avons engagé une réflexion en vue d'intégrer le Corporate Engagement Program du **Science Based Targets Network (SBTN).**

Plusieurs actions sont d'ores et déjà mises en œuvre par CAPZA :

- La biodiversité est prise en compte lors des due diligence, du suivi annuel de la performance ESG des participations ou encore dans la mise en place de feuilles de route de durabilité
- Sur ce fondement, des recommandations sur la biodiversité, l'eau et la chaîne de valeur voient déjà le jour lors des réunions ESG annuelles et s'inscrivent dans un dialogue constructif

H) Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques, notamment les risques physiques, de transition et de responsabilité liés au changement climatique et à la biodiversité

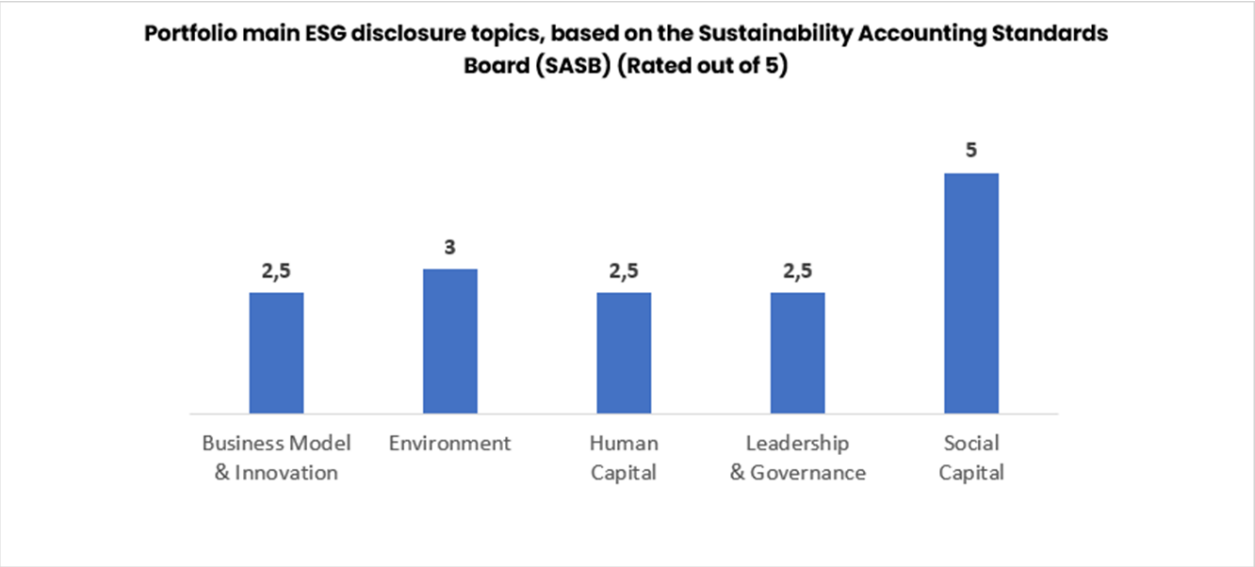
La mesure des risques ESG et leur réduction constituent une **préoccupation constante de l'ensemble de nos équipes**. Elles sont **pleinement intégrées à notre processus de gestion des risques**, à travers nos procédures d'investissement, notre suivi des performances ESG mais aussi notre partenariat avec la société Sirsa.

1) Processus d'identification, d'évaluation, de priorisation et de gestion des risques et intégration au cadre conventionnel

Comme précédemment indiqué, CAPZA a intégré dans son dispositif de gestion des risques les impacts extra financiers. En effet, les cartographies des sociétés en participation, des fonds gérés et de la société de gestion disposent d'une rubrique sur les risques ESG intégrant les PAI.

2) Description des principaux risques en matière ESG

Sirsa effectue une analyse annuelle des risques de durabilité des participations, des fonds et de CAPZA dans son ensemble. Les risques de durabilité du portefeuille de CAPZA réalisés en s'appuyant sur la matrice SASB sont synthétisés ci-dessous



Les risques les plus élevés sont le capital social et l'environnement. S'agissant du capital social, nous sommes exposés à des secteurs dans les services et la tech ou le recrutement et la rétention des talents est crucial. Nous sommes persuadés que les mécanismes de partage de valeur et également le développement d'une stratégie RSE forte dans nos participations est un moyen d'améliorer le recrutement et la rétention des talents et cette vision nous la partageons régulièrement auprès de nos participations.

Quant à la diminution des risques liés à l'environnement, elle fait partie intégrante de notre stratégie RSE et nous en rendons justement compte à travers le rapport Article 29.

3) Fréquence de l'évaluation et de la revue du cadre de gestion des risques

i) Evaluation annuelle

Nous réalisons une analyse ESG annuelle de l'ensemble de nos participations, ainsi qu'exposé en section I) du présent rapport. Cette analyse constitue un pilier de notre politique ESG. Elle permet notamment d'identifier :

- Les principaux enjeux ESG de chaque participation ;
- Les bonnes pratiques ;
- Les axes d'amélioration inhérents à ces enjeux.

Le résultat de ces évaluations **alimente le dialogue annuel avec le management de chaque participation**. Il est en outre utilisé dans le cadre de notre **politique d'engagement**.

Enfin, cette évaluation annuelle est **consolidée au niveau de chaque fonds**.

ii) Revue du cadre de gestion des risques

Chaque année, les questionnaires ESG évoluent en fonction des nouvelles réglementations, des enjeux matériels, etc. Par conséquent, les participations peuvent être amenées à répondre à un questionnaire légèrement différent d'une année sur l'autre.

Par ailleurs, les questionnaires peuvent différer selon le secteur économique à laquelle appartient la participation. Par exemple, les sociétés de la Growth Tech répondent à un questionnaire différent du questionnaire commun aux autres classes d'actifs, du fait des spécificités sectorielles.

Nous cherchons à diminuer le nombre de questions posées aux participations et à les harmoniser et nous suivons à cet effet les initiatives visant une convergence des questionnaires ESG.

4) Plan d'action visant à réduire l'exposition de l'entité aux principaux risques en matière ESG

i) Nos actions visant à réduire nos risques en matière ESG sont inhérentes à notre politique et à notre stratégie d'investissement

Ainsi qu'exposé en section 1) A) du présent rapport, que ce soit en phase de pré investissement, de détention comme de sortie, nous mettons en œuvre un ensemble de procédures visant à :

- **Développer notre politique d'exclusion** afin qu'elle suive les meilleures pratiques du marché ;
- **Limiter notre investissement** dans des entreprises dont l'exposition aux risques ESG est jugée trop élevée ;
- **Réduire les principales incidences négatives**, pour lesquelles un seuil maximal est fixé ;
- **Améliorer la performance ESG des entreprises**, en particulier à travers le processus d'évaluation annuel et notre politique d'engagement

ii) Les équipes de compliance et les équipes ESG s'assurent que les processus ESG sont correctement appliqués au sein des fonds d'investissement

Les **vérifications réalisées par les équipes ESG et compliance** ont pour objectif de s'assurer que les processus de conformité ESG du fonds d'investissement sont efficaces et respectent les exigences légales et réglementaires applicables.

Elles permettent également de garantir que les investissements du fonds d'investissement sont conformes aux critères ESG et que les performances ESG des investissements sont suivies et rapportées de manière adéquate. Enfin, ces vérifications contribuent à renforcer la confiance des investisseurs envers la bonne mise en œuvre de stratégies et processus ambitieux et inédits, comme c'est le cas pour nos deux derniers fonds Maif Dette à Impact Environnemental et Flex Equity Mid Market II.

5) Estimation quantitative de l'impact financier des principaux risques en matière ESG, proportion des actifs exposés et horizon de temps

Nous suivons notre exposition aux risques financiers dans le cadre de notre **politique de contrôle des risques**. A ce stade, nous n'avons pas développé d'outil nous permettant de mesurer l'impact financier propre aux risques ESG.

Cependant, nous avons fixé un **seuil maximal à ne pas dépasser pour chaque principale incidence négative**. Le seuil du taux de diversité des genres des conseils d'administration est fixé à 10% par exemple. Ne dépassant aucun des seuils, **nous considérons donc comme faible à la fois l'impact financier des principaux risques ESG et la proportion de nos actifs exposés**.

I) Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et 9 du Règlement Disclosure (SFDR)

Tous les fonds diversifiés que nous avons lancés depuis 2018 sont des fonds Articles 8 ou des fonds Article 9 au sens de la SFDR. Les deux fonds lancés par CAPZA en 2022 sont des fonds de décarbonation, illustrant la volonté forte de nos équipes d'accompagner les PME/ETI dans une trajectoire alignée à l'Accord de Paris. Ci-dessous se trouve la liste de nos fonds ouverts au 31 décembre 2022 et classés article 8 ou article 9 au sens du règlement SFDR. Les fonds Article 6 bénéficient des mêmes pratiques et process ESG que les fonds Article 8.

VINTAGE	FOND	CLASSIFICATION SFDR
2013	Capzanine 3	Article 6 [1]
2015	Artemid Senior Loan [3]	Article 6 [1]
2015	Artemid CA [3]	Article 6 [1]
2016	Capzanine 4	Article 6 [1]
2017	Capzanine 4 Private Debt	Article 6 [1]
2017[1]	Artemid Senior Loan II [4]	Article 8
2018	CAPZA Transition [5]	Article 8
2019	CAPZA 5 Private Debt	Article 8
2020	CAPZA 5 Flex Equity	Article 8
2020	CAPZA Flex Equity Mid Market	Article 8
2020	Artemid Senior Loan III [4]	Article 8
2021	Artemid CA II [3]	Article 8
2021	CAPZA Growth Tech	Article 8
2021	CAPZA 6 Private Debt	Article 8
2022	CAPZA Flex Equity Mid Market II	Article 8
2022	MAIF Dette à Impact Environnemental [2]	Article 9

(1) Pratiques et process identiques aux fonds article 8 de CAPZA. Dans la mesure où le fonds est en fin de vie, le prospectus du fonds n'a pas été modifié ce qui ne lui permet pas d'être qualifié article 8.

(2) Fonds levé en 2022 avec un objectif de décarbonation

(3) Géré par un tiers et conseillé par Artemid SAS

(4) Géré par CAPZA et conseillé par Artemid SAS

(5) Géré par CAPZA et conseillé par CAPZA Transition SAS

II. INFORMATIONS ISSUES DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 4 DU RÈGLEMENT (UE) 2019/2088 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL DU 27 NOVEMBRE 2019

J) Résumé des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

CAPZA prend en considération les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

Le présent document est la déclaration consolidée relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité de CAPZA.

La présente déclaration relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité couvre une période de référence allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

En sus des 14 PAI obligatoires, nous avons choisi de suivre les 2 PAI optionnels suivants :

- Investissements dans des sociétés productrices de produits chimiques ;
- Taux d'accidents du travail.

Les pesticides et les produits agrochimiques sont susceptibles de contaminer les nappes phréatiques et les réserves d'eau douce. C'est pourquoi, dans le cadre de nos engagements en matière de biodiversité et de l'attention que nous portons à l'eau, nous avons choisi de suivre cet indicateur.

La promotion de l'inclusion dans les entreprises de notre portefeuille fait partie de la stratégie de durabilité de la CAPZA. Nous pensons que les lieux de travail inclusifs doivent donner la priorité au bien-être des employés, ce qui inclut la santé physique et mentale. Nous avons donc choisi de suivre et de réduire l'indicateur du taux d'accidents du travail dans le cadre de nos efforts

Nos incidences négatives les plus importantes sont 1) l'absence de processus et de mécanismes de contrôle de la conformité aux principes du Pacte Mondial des Nations Unies et aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales 2) la diversité des organes de gouvernance, comme présenté dans l'annexe jointe au rapport.

K) Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité et comparaison historique

Les principales incidences négatives (PAI) sur les facteurs de durabilité sont décrites dans l'**annexe G**, jointe au présent rapport.

Dans la mesure où il s'agit de notre premier reporting relatif aux PAI, nous ne pouvons fournir de comparaison historique.

Notre politique de gestion des principales incidences négatives a été mise à jour le 1er juin 2023.

L) Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Nos politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité, la manière dont elles sont tenues à jour et appliquées ainsi que la répartition des responsabilités concernant leur mise en œuvre ont été décrites dans l'ensemble de la partie I) du présent rapport sont également disponibles dans notre document sur les informations SFDR disponible sur notre site internet et mis à jour le 1 juin 2023.

En effet, les PAI sont intégralement intégrés à notre politique de durabilité. Ils sont gérés à travers notre politique d'investissement et de gestion des risques (en phase de pré investissement, de détention et de sortie), suivi via notre gouvernance ESG, font l'objet d'engagements, tel que décrit dans la section suivante, et sont intégrés à nos politiques d'alignement avec les objectifs internationaux en matière de climat et de biodiversité.

Les données relatives aux PAI sont systématiquement collectées. **Nous priorisons les PAI relatifs à nos trois objectifs principaux**, à savoir :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La contribution à la préservation et à la restauration de la biodiversité ;
- La promotion de la diversité et de l'inclusion.

Enfin, le **dépassement d'un seuil fixé pour un PAI et une participation donnée** nous conduisent à prioriser, au cas par cas, une action sur le PAI en question.

Les données relatives aux PAI sont collectées via notre prestataire SIRSA.

M) Politique d'engagement

Notre politique d'engagement est décrite dans la section I) D) du présent rapport. Comme expliqué, nos priorités (lutte contre le changement climatique, préservation et contribution à la restauration de la biodiversité, diversité et inclusion), nous conduisent à engager les sociétés sur les PAI correspondants, c'est-à-dire :

- Les émissions de GES ;
- L'empreinte carbone ;
- L'intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- La part de consommation et de production d'énergie non renouvelable ;
- L'intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique ;
- Les activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité ;
- L'écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé ;
- La mixité au sein des organes de gouvernance.

Néanmoins, nous engageons également les sociétés au cas par cas, sur l'ensemble des sujets matériels. **Tous les PAI peuvent donc faire l'objet d'engagement**.

N) Références aux normes internationales

CAPZA, à travers sa **politique ESG**, notamment les **due diligences** menées, et sa **politique d'exclusion**, respecte les codes de conduite relatifs à un comportement responsable des entreprises et les normes internationalement reconnues en matière de diligence raisonnable et de communication d'informations. Nous sommes signataires des **UN PRI** depuis 2011.

Au titre des **PAI**, nous suivons notre part d'investissement dans des sociétés :

- Qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ;
- Qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différents permettant de remédier à de telles violations.

CAPZA aligne sa prise en compte des PAI dans ses décisions d'investissement sur les objectifs de l'Accord de Paris, en évaluant régulièrement le risque de changement climatique de son portefeuille dans le cadre de son évaluation ESG annuelle. L'Accord de Paris vise à limiter l'augmentation de la température mondiale à "bien en dessous" de 2 degrés par rapport aux niveaux préindustriels et à s'efforcer d'atteindre une augmentation de 1,5 degré au cours de ce siècle.

Annexe 1 – Déclaration des Principales Incidences Négatives (PAI)

INDICATORS APPLICABLE TO INVESTMENTS IN INVESTEE COMPANIES								
CLIMATE AND OTHER ENVIRONMENT-RELATED INDICATORS								
Adverse Sustainability Indicator		**Metric**	**Impact**	**Coverage**	**Impact 2021**	**Coverage 2021**	**Explanation**	**Actions taken**
Greenhouse Gas Emissions								
1.	**GHG Emissions**	Scope 1 GHG emissions	20162 tCO2e	63%	Information on impact compared to previous year will be reported by 30 June 2024, and continuously on an annual basis.		Explanation of difference in impact reported will be published by 30 June 2023, and continuously on an annual basis.	CAPZA is committed to achieving carbon neutrality by 2050 with an alignment on a 1.5°C emissions trajectory, compatible with the Paris Agreements. This commitment is materialized through an intermediary objective of 70% AuM in Equity and 50% AuM in Debt on a net zero trajectory by 2030. CAPZA has launched two funds in 2022 with decarbonization in line with the Paris Agreements as part of their investment strategy : MAIF Dette à Impact Environmental and Flex Equity Mid-Market II. We offer customized tools and solutions to help portfolio companies measure their carbon footprint, through three levers. 1) Transactional lever : it allows to put GHG emissions reduction on
		Scope 2 GHG emissions	8 443 tCO2e	61%				
		Scope 3 GHG emissions	303 219 tCO2e	53%				
		Total GHG emissions	326 691 tCO2e	52%				
2.	**Carbon Footprint**	Carbon Footprint	146,19 tCO2e/M€	52%				
3.	**GHG intensity of investee company**	GHG Intensity of investee companies	217,61 tCO2e/M€	52%				
4.	**Exposure to companies active in the fossil fuel sector**	Share of investments in companies active in the fossil fuel sector	0%	100%				
5.	**Share of non-renewable energy consumption and production**	Share of non-renewable energy consumption and production	Consumption : 80% Production : 3%	Consumption : 72% Production : 48%				

6.	**Energy consumption intensity per high impact climate sector**	NACE Code A (Agriculture, Forestry and Fishing)	0 GWh/M€	0%			the agenda of negotiations with management before the investment and to ensure an alignment of interests in the transaction 2) Operational lever : linked to our position as investors, it allows CAPZA to be active in the accompaniment of companies on the subject of reducing GHG emissions by presenting pragmatic and efficient solutions to deliver their roadmap 3) Financing lever : it allows companies to activate support and subsidies that will allow them to finance and accelerate the implementation of their GHG reduction roadmap CAPZA also provides climate training at portfolio company level. We are active members of the Initiative Climat International and signatories of the UN-PRI. We have also implemented the AXA Altitude tool which enhances
		NACE Code B (Mining and Quarrying)	0 GWh/M€	0%			
		NACE Code C (Manufacturing)	0,11 GWh/M€	30%			
		NACE Code D (Electricity, Gas, Steam and Air Conditioning Supply)	0 GWh/M€	0%			
		NACE Code E (Water Supply; Sewerage, Waste Management and Remediation Activities)	0 GWh/M€	0%			
		NACE Code F (Construction)	0,01 GWh/M€	2%			
		NACE Code G (Wholesale and Retail Trade; Repair of Motor Vehicles and Motorcycles)	0,02 GWh/M€	6%			

		NACE Code H (Transportation and Storage)	0 GWh/M€	0%			our climate impact assessments. As part of our exclusion policy, we do not invest in the extraction, production and distribution of fossil fuels, coal and non-conventional energy.
		NACE Code L (Real Estate Activities)	0 GWh/M€	0%			
Biodiversity							
7.	**Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**	Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas	0%	51%			CAPZA measures the impacts of its investments on biodiversity - as well as the dependencies - by using the ENCORE biodiversity framework and leveraging yearly collected environmental metrics. We have also implemented the AXA Altitude tool which enhances our biodiversity impact assessments. We help our portfolio companies to implement responsible sourcing policies in order to raise awareness of declining biodiversity. We provide them with examples of sustainable procurement policies to facilitate the implementation of these new practices.
Water							

8.	**Emissions to water**	Tonnes of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average	0,07 t/M€	61%			We have chosen water as the primary focus of our biodiversity strategy. In particular, we are committed to ensuring that 100% of companies operating in water-stressed areas implement water-saving solutions by 2025.
Waste							
9.	**Hazardous waste ratio**	Tonnes of hazardous waste generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average	0,25 t/M€	52%			In relation with our biodiversity commitments, we aim to improve the data quality and completion rate of this indicator.
SOCIAL AND EMPLOYEE, RESPECT FOR HUMAN RIGHTS, ANTI-CORRUPTION AND ANTI-BRIBERY MATTERS							
Social and employee matters							
10.	**Violations of UN Global Compact principles and Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) Guidelines for Multinational Enterprises**	Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises	0%	68%			We adhere to and promote the respect of OECD guidelines for Multinational Entreprises, and our goal is that investee companies put in place the necessary processes to ensure the respect of these norms.
11.	**Lack of processes and compliance mechanisms to**	Share of investments in investee companies without policies to	59%	73%			

	monitor compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises	monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance /complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises					
12.	**Unadjusted gender pay gap**	Average unadjusted gender pay gap of investee companies	18%	49%			CAPZA promotes inclusion and diversity. In this context, gender diversity is an important part of our strategy. As part of our strategy, we aim to promote and increase board diversity within 2 years after investing for equity investments. We aim to improve the data quality and completion rate of these indicators.
13.	**Board gender diversity**	Average ratio of female to male board members in investee companies	14%	74%			
14.	**Exposure to controversial weapons (anti-personnel mines, cluster munitions,**	Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling	0%	100%			Controversial weapons are part of CAPZA's exclusion policy.

	chemical weapons and biological weapons)	of controversial weapons					
INDICATORS APPLICABLE TO INVESTMENTS IN SOVEREIGNS AND SUPRANATIONALS							
Environmental							
15.	**GHG Intensity**	GHG intensity of investee countries	0			No underlying investments in this asset class	No underlying investments in this asset class
Social							
16.	**Investee countries subject to social violations**	Number of investee countries subject to social violations (absolute number), as referred to in international treaties and conventions, United Nations principles and, where applicable, national law	0			No underlying investments in this asset class	No underlying investments in this asset class
		Number of investee countries subject to social violations (relative number divided by all investee countries), as referred to in international treaties and conventions, United	0			No underlying investments in this asset class	No underlying investments in this asset class

		Nations principles and, where applicable, national law					
INDICATORS APPLICABLE TO INVESTMENTS IN REAL ESTATE ASSETS							
Fossil Fuels							
17.	**Exposure to fossil fuels through real estate assets**	Share of investments in real estate assets involved in the extraction, storage, transport or manufacture of fossil fuels	0			No underlying investments in this asset class	No underlying investments in this asset class
Energy efficiency							
18.	**Exposure to energy-inefficient real estate assets**	Share of investments in energy-inefficient real estate assets	0			No underlying investments in this asset class	No underlying investments in this asset class

Additional climate and other environment-related indicators							
INDICATORS APPLICABLE TO INVESTMENTS IN INVESTEE COMPANIES							
Adverse Sustainability Indicator	**Metric**	**Impact**	**Coverage**	**Impact 2021**	**Coverage 2021**	**Explanation**	**Actions taken**
Water, waste, and material emissions							

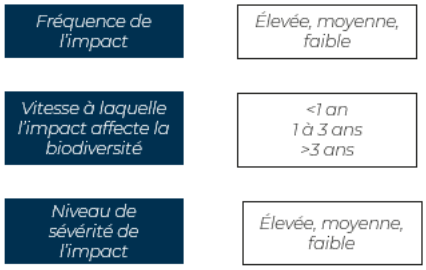
9.	**Investments in companies producing chemicals**	Share of investments in investee companies the activities of which fall under Division 20.2 of Annex I to Regulation (EC) No 1893/2006	0%	100%	Information on impact compared to previous year will be reported by 30 June 2024, and continuously on an annual basis.	Explanation of difference in impact reported will be published by 30 June 2023, and continuously on an annual basis.	Pesticides and agro-chemicals have the potential to contaminate groundwater and freshwater supplies. Therefore, as part of our biodiversity commitments and our focus on water, we have chosen to monitor this indicator.
Additional indicators for social and employee, respect for human rights, anti-corruption and anti-bribery matters							
INDICATORS APPLICABLE TO INVESTMENTS IN INVESTEE COMPANIES							
Adverse Sustainability Indicator		**Metric**	**Impact**	**Coverage**	**Impact 2021**	**Coverage 2021**	**Explanation**	**Actions taken**
Social and employee matters							
2.	**Rate of accidents**	Rate of accidents in investee companies expressed as a weighted average	0,12	64%			Promoting inclusion in our portfolio companies is part of CAPZA's sustainability strategy. We believe that inclusive workplaces should prioritize employee well-being, which includes both physical and mental health. Therefore, we have chosen to monitor and reduce this indicator as part of our efforts.

Annexe 2 - Méthodologie Encore

La base de données **ENCORE** (Exploring Natural Capital Opportunities, Risks and Exposure) a été développée par la Nature Capital Finance Alliance en partenariat avec le Centre Mondial de Surveillance pour la Conservation de la Nature (UNEP-WCMC). Elle permet notamment d'évaluer les dépendances potentielles des entreprises à la biodiversité, et en particulier à **21 services écosystémiques**, en partant des processus de production propres à chaque activité d'une entreprise.

Les données ENCORE s'appuient sur la combinaison de données scientifiques issues de littérature spécialisée, d'entretiens avec des experts sectoriels et d'autres données physiques (cartes de sécheresses/précipitations, météorologie, de sédimentation des sols, d'espèces menacées, etc.).

La **note d'impact** d'un process de production d'ENCORE est calculée de la façon suivante



La note finale de chaque process de production est placée sur cette échelle :

Ces notes sont traduites de façon quantitative en un score allant de 0 à 5. Un score de 5 signifie une très forte dépendance ou un très fort impact, le score de 0 indique l'absence d'impact ou de dépendance. Ces notes sont déterminées de la façon suivante :

- Chaque **position du portefeuille** est reliée à l'un des 89 processus de production de la base ENCORE.
- A chaque **processus de production** est associé un niveau d'impact et un niveau de dépendance à la biodiversité. Ces niveaux sont estimés par ENCORE pour chaque processus de production (voir page précédente).
- Le niveau d'impact et de dépendance à la biodiversité de chaque processus de production est évalué selon **les 11 types de pression** répertoriés par ENCORE et est traduit dans un score de 0 à 5 pour chacune des 11 pressions sur la biodiversité.

Cette méthodologie présente toutefois des limites. En effet, l'analyse repose essentiellement sur une **approche « top-down »** statistique et fondée sur des données financières. Elle ne tient donc pas compte **des politiques et stratégies menées par les émetteurs**.

De plus, **le scope 3, amont comme aval, n'est pas pris en compte dans cette méthode**. Or, il est estimé que 80% des impacts proviennent du scope 3, avec des différences importantes selon les secteurs.